

L'OMNIBUS paraît tous les Mercredi et Samedi de chaque semaine et est vendu dans les rues pour trois sous; on reçoit aussi des souscriptions au prix de une piastre et demie par année, les six premiers mois payables d'avance.

On ne recevra pas d'abonnement pour moins de six mois.

On reçoit aussi des annonces

L'OMNIBUS

JOURNAL POUR TOUS.

Bureaux et administration, 25 rue Saint-Vincent.

Toutes lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

Toutes lettres, correspondances ou communications quelconques devront être adressées à SENECAL & FRÈRES, imprimeurs-éditeurs.

L'OMNIBUS est en vente chez les principaux libraires de cette ville.

Montréal, Mercredi, 12 Septembre 1860.

RAPPEL DE L'UNION.

Il y a vingt ans, une question de la plus haute importance fut agitée au ministère des colonies anglaises: il s'agissait de savoir si les deux Canadas seraient réunis ou non. Après de longues discussions, après d'orageuses plaidoiries pour et contre l'adoption de ce projet, partit enfin de Downing street un bill qui décrétait au nom de la reine la réunion des deux provinces.

Cette union, l'avions-nous demandée? non. Les éléments d'antipathie qu'établissaient entre les deux races comme une barrière à jamais infranchissable les divergences de culte, de mœurs et d'intérêts nationaux, étaient pour nous la preuve la plus certaine que cette alliance serait pour nos rivages une source de mécomptes et de calamités. Et cependant on faisait briller à nos regards un panorama de merveilles à séduire les esprits les moins disposés et les plus défiants, on nous promettait un avenir de gloire, nous allions voguer à pleines voiles dans un océan de splendeur et de félicité. Suspendus à leur cloche, les vétérans de la presse britannique ébranlaient les échos de leurs volées triomphales; on aurait dit le réveil d'un peuple.

Mais aujourd'hui que ce premier enthousiasme n'est plus, nous ne croyons pas sans intérêt et pour nos lecteurs, de jeter avec eux un rapide coup-d'œil sur les résultats de cet acte politique et d'examiner si l'événement a justifié les splendides espérances dont on nous a bercés.

Lors de l'Union, le Haut-Canada était criblé de dettes. Ces dettes, nous les avons payées. Emus de sa détresse, nous lui avons livré la clef de notre coffre-fort, et Dieu merci, il ne s'est pas fait tirer l'oreille pour user de la permission. Il y a puisé à pleines mains. Il n'avait pas d'édifices, pas de canaux, point de voies intérieures, pas de fonds pour les construire, l'Union, c'est-à-dire nous, nous lui en avons fourni—les municipalités haut-canadiennes n'avaient pas de crédit; le trésor public leur a donné plus d'argent qu'elles ne pourront jamais en rendre, si nous arrivions à liquider un jour.

Comment avons-nous été payés de ces services? Au lieu de rencontrer en nos voisins d'en Haut, des alliés ou des frères, nous n'y avons trouvé que des gens, qui après nous avoir exploités, ont voulu nous abattre pour s'élever sur nos ruines. Ce n'était pas assez de nous avoir dépouillés; se faisant l'écho d'une insulte vomie dans un banquet, ils ont voulu nous tuer dans l'opinion des peuples, en nous jetant au visage l'épithète de *race inférieure*.

Après s'être engraisés de nos économies et de nos sueurs, après avoir triplé leur nom-

bre par les émigrants qu'ils ont arrachés à leur pays, après avoir largement profité de nos largesses, comme le serpent de la fable, ils se sont retournés contre leur bienfaiteur pour le déchirer; se sentant forts et nombreux, ils ont enfin jeté le masque, et n'ayant plus désormais qu'un seul désir et un seul rêve, celui de nous ôter toute influence politique et le pouvoir de nous défendre, ils demandent la représentation basée sur la population, c'est-à-dire, la ruine du drapeau que nous ont laissé nos pères. Ce qu'ils veulent en un mot, c'est nous ravir le droit d'être français.

Et pourquoi nous empêcherait-on de prendre part à la direction de nos intérêts? En sommes-nous indignes? avons-nous démerité de la confiance de la métropole? N'avons pas nous au contraire noblement accompli nos devoirs de sujets? Pour ne parler que du présent, l'accueil enthousiaste que nous venons de faire à l'héritier présomptif de la couronne d'Angleterre et celui qu'il reçoit du Haut-Canada ne sont-ils pas une preuve éclatante que notre loyauté vaut au moins la sienne? Il crie jusque par-dessus les toits ses protestations de fidélité, et quand le fils de sa souveraine se présente à sa porte pour le visiter, il arbore l'étendard de la révolte, et le prince se voit réduit à passer devant ses rives sans s'y arrêter, pour éviter l'éméute et l'effusion du sang. — Voilà la race supérieure!

Tous ces faits le témoignent,

Nous n'avons que perdu et ne pouvons que perdre à une union composée d'éléments si disparates et si hétérogènes. Toutes les manœuvres du Haut-Canada ne tendent qu'à un seul but, celui de nous étouffer pour s'enrichir de nos dépouilles. Nous n'avons échappé à notre ruine qu'à force de bravoure et de combats, mais nos lauriers n'ont pas anéanti la puissance et les complots de l'ennemi. Nous sommes sur les bords d'un abîme, ne nous y endormons pas. Si nous tenons à l'héritage de nos ancêtres, si nous voulons vivre libres et nous chauffer encore au soleil des peuples, rompons à l'amiable, avant de le faire par la force. Attendre plus longtemps, c'est accepter d'avance la guerre civile et ses douteuses conséquences.

ASCANIO.

MENSONGES ET CALOMNIES!

Autrefois, M. de Talleyrand, rusé diplomate, disait avec raison: "Donnez-moi cinq lignes écrites de la main d'un homme et je le ferai pendre." Cela voudrait dire qu'avec de la mauvaise foi, de la perfidie, en torturant le sens des paroles ou des écrits d'un homme, on peut le rouer à l'exécration publique, en prouvant qu'il a dit ou écrit telle ou telle chose, quand, au contraire, jamais telle ou

telle pensée n'a été conçue par son esprit.

Un petit journaliste de cette ville qui prétend appartenir à la secte d'Epicure (*des piqures*)... sans doute, pour celles qu'il reçoit... M. Eraste D'Odet D'Orsonnens en un mot, rédacteur de *la mouche*, semble avoir entrepris la triste tâche d'exciter ses concitoyens à la haine et au mépris de leurs semblables.

Si, pour atteindre ce but, il n'employait encore que les armes de l'honnête homme, c'est-à-dire la justice et la vérité, il n'y aurait que moitié-mal, et avec un sentiment de profonde pitié, nous dirions de lui: "pauvre garçon, la bile le tracasse; il faut bien qu'il l'évacue!"—mais non; M. D'Orsonnens n'a jamais recouru à la vérité dans ses attaques;—il la fuit parce qu'il la craint, et ne pouvant se sauver que par la perfidie et le mensonge, il les appelle constamment à son secours.

Dans la polémique que nous avons soutenue avec lui, à propos de la fameuse séance du Conseil-de-Ville, nous avons démasqué ses trompeuses manœuvres et prouvé au public que tous ses arguments n'étaient qu'un tas de faussetés et de ficelles.

Cette polémique, nous l'avons cessée, parce que nous étions dégoûtés de la duplicité du rédacteur de la *Guêpe* et parce que nos lecteurs devaient être suffisamment convaincus de l'insigne mauvaise foi qui se révèle dans chacun des articles de cet écrivain.

Dans notre numéro du 5 courant, nous avions manifesté notre étonnement de ce que l'homme, placé à la tête du journal officiel de M. Rodier, n'était pas présent au banquet donné par le premier magistrat de notre ville. Samedi dernier, M. D'Orsonnens, nous a dit que nous avions menti, en disant qu'il n'avait pas été invité, et, nous jugeant fort mal, (sans doute à sa mesure,) il a attribué le sens de nos paroles au dépit que nous ressentions de n'avoir pas été invités nous-mêmes, parce que, dit-il, "le maire ne reconnaît pas à l'*Omnibus* le titre d'organe de l'opinion publique." Quel plat argument! Quelle petitesse d'esprit!

M. D'Orsonnens n'a toutefois pas répondu à notre question. Il ne nous a pas expliqué son absence au dîner de monsieur Rodier. Eh bien! nous, nous allons lui dévoiler le vrai motif qui l'avait poussé à agir ainsi. Il n'avait pas le courage de son opinion, il craignait de se trouver en contact avec les rédacteurs des journaux anglais et surtout avec celui du *Commercial Advertiser*, il craignait qu'on ne lui fit un mauvais parti relativement aux articles incendiaires et anglophobes qu'il avait publiés, voilà la vraie raison de son absence. En un mot, il avait peur, quoiqu'officier de la milice.

Autre turpitude, autre duplicité de cet homme qui se croit tout puissant dans le faubourg de Québec et s'intitule le bras droit